

Tramway t1 – Lausanne-Flon – Croix-du-Péage

T-MA-015

Prestations d'assistance au Maître d'ouvrage

Pièce 5.0 « Contrat-type »

Procédure ouverte soumise à l'AIMP et aux accords internationaux sur les marchés publics (AMP-OMC)

Nom ou raison sociale du soumissionnaire

Nom et prénom de la personne de contact

Adresse complète

Téléphone

E-mail

Date : _____

Signature(s) * : _____

* Seules les personnes habilitées à engager l'entreprise peuvent signer le présent document. En signant le présent document, le soumissionnaire confirme avoir pris connaissance du contrat et de ses annexes pour l'établissement de son offre.

Le contrat-type et ses annexes sont destinés en premier lieu à l'élaboration, à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi. En conséquence, les réserves sur les dispositions des présents documents ne sont pas acceptées, sous peine d'exclusion.



Villars-
Ste-Croix



Bussigny



Crissier



Ecublens



Renens



Prilly



Lausanne



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Contrat CM

conclu entre

transports publics de la région lausannoise sa
Chemin du Closel 15
CH - 1020 Renens

en qualité de et désignés ci-après par le mandant,

et

Entreprise

Adresse

CH - NPA Ville

en qualité de et désigné ci-après par le mandataire ou

Intitulé du projet

Intitulé du marché

Visa du mandataire

Visa du mandant

**Table des matières**

1.	Préambule	5
2.	Documents du contrat et ordre de priorité.....	5
3.	Description des prestations	5
4.	Organisation	6
5.	Rémunération et conditions financières	7
6.	Délais et termes	10
7.	Prestations supplémentaires et options de marché	11
8.	Rapports avec les sous-traitants du mandataire.....	11
9.	Autres obligations des parties	12
10.	Responsabilité	14
11.	Force majeure	15
12.	Assurances.....	15
13.	Protection des travailleurs, conditions de travail et de salaire, égalité de traitement entre hommes et femmes selon l'article 6 du RLMP-VD en vigueur au 1 ^{er} février 2014	15
14.	Durée du contrat.....	16
15.	Résiliation du contrat.....	16
16.	Validité du contrat.....	17
17.	Cessions.....	17
18.	Droit applicable et for	18
19.	Nombre d'exemplaires	18
20.	Signatures	19

Visa du mandataire

Visa du mandant



Définitions

Les parties	Désigne les parties s'engageant dans le présent contrat.
Mandant	Désigne le donneur d'ordre du présent contrat.
Mandataire	Entité qui a reçu mandat ou procuration pour représenter le mandant dans le présent contrat.
Prestation	Activité qui répond à une demande du mandant, délimitée dans le temps et inhérente à l'exécution du contrat.

Visa du mandataire

Visa du mandant

1. Préambule

.

Sera complété lors de la phase de contractualisation.

Le mandataire confirme avoir pris connaissance de toutes les obligations découlant du présent contrat.

2. Documents du contrat et ordre de priorité

2.1. Documents du contrat

Le contrat se compose des documents suivants, par ordre de hiérarchie :

- A. Le présent document et son annexe :
 - ☒ Annexe A1) Planning général du projet du mandant du *jj.mm.aaaa*
- B. Le document de clarification de l'offre (*ce document sera établi si nécessaire entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire à la signature du contrat*)
- C. Le procès-verbal d'audition du *jj.mm.aaaa* et les questions de clarification du *jj.mm.aaaa*
- D. Les pièces techniques du dossier d'appel d'offres :
 - « Cahier des charges techniques » (pièce 2)
 - « Liste des plans et documents techniques » (pièce 4)
- E. Les Conditions Générales du mandant « GIMAP-KBOB pour prestations de mandataires – Edition 2017 » (pièce 5.1)
- F. Les autres pièces du dossier d'appel d'offres
 - « Conditions administratives » (pièce 1)
 - « Offre financière » (pièce 3.1) et « Offre qualitative » (pièce 3.2)
- G. L'offre du mandataire du *jj.mm.aaaa*
- H. Les normes SIA, VSS et autres normes en vigueur au dépôt de l'offre

2.2. Ordre de priorité

En cas de divergences entre les documents du contrat, l'ordre de hiérarchie précité fait foi. En cas de divergences entre documents du contrat se trouvant au même rang dans l'ordre de hiérarchie, le document le plus récent fait foi.

Les conditions générales du mandataire et de ses sous-traitants ne sont pas opposables au mandant.

3. Description des prestations

3.1. Prestations du mandataire

Le mandant confie au mandataire l'exécution des prestations décrites dans le « Cahier des charges techniques » (pièce 2) et dans le document de clarification de l'offre.

3.2. Phases partielles à réaliser par le mandataire

Connaissant les objectifs du présent contrat, le mandataire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans ce dernier et / ou dans les éléments qui en font partie.

Le présent contrat porte sur les phases partielles décrites ci-dessous, selon le document MP SIA 112, version 2014, respectivement règlements SIA 102, 103, 108.

Visa du mandataire

Visa du mandant

	Phases	Etape A de Lausanne-Flon à Renens-Gare	Etape B de Renens- Gare à Croix-du- Péage
<input checked="" type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution	Tranche ferme	Tranche optionnelle
<input checked="" type="checkbox"/>	52 Exécution de l'ouvrage	Tranche ferme	Tranche optionnelle
<input checked="" type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement	Tranche ferme	Tranche optionnelle

4. Organisation

4.1. Personnes de contact

Les personnes de contact du mandant sont :

Chef de projet

Suivi commercial

Les personnes de contact du mandataire sont :

Chef de projet

Responsable commercial

4.2. Modification de l'organisation interne du mandataire

Un éventuel remplacement, ou l'abandon d'une entreprise sous-traitante, nécessite l'accord écrit du mandant. Le cas échéant, le mandataire doit faire en sorte de trouver une entreprise remplaçante ayant au moins les mêmes caractéristiques, capacités, aptitudes et disponibilités, ou démontrer qu'il peut assumer le contrat aux mêmes conditions que celles qui régissent le présent contrat. Dans tous les cas de figure, sauf sur accord préalable du mandant, les bases financières et les conditions du présent contrat et de ses éventuels avenants ne peuvent être modifiées.

Le mandataire informe le mandant par écrit de la modification de son organisation interne. En cas de modification de l'organisation interne du mandataire (personnes clés présentées par le mandataire dans son offre), demandée par lui ou par le mandant, le mandataire proposera un choix de candidats de qualifications comparables à la personne clé remplacée, sans surcoût pour le mandant. Quelle qu'en soit la raison, la modification de l'organisation interne du mandataire ne peut conduire à une modification du calendrier du projet.

4.3. Défaillance du mandataire

Au cas où une personne clé du mandataire montre des défaillances d'ordre professionnel ou autre qui remet en question la bonne exécution de ses prestations, le mandataire prendra immédiatement toute mesure utile afin de rétablir dans les plus brefs délais le niveau de qualité contractuel requis.

En cas d'absence d'amélioration ou de récurrence de la part de la personne clé, le mandant pourra alors demander son remplacement.

En cas de défaillance d'une personne clé qui met en péril l'avancement du projet, le mandant peut demander au mandataire de renforcer son équipe soit par l'engagement de collaborateurs supplémentaires, soit en faisant appel à un sous-traitant qui devra être au préalable agréé par le mandant.

Visa du mandataire

Visa du mandant



4.4. Langue officielle

La langue de travail est le français.

4.5. Documentation

Tous les documents écrits pour le présent contrat sont produits en langue française et mentionnent la référence **CM**. Ils font partie intégrante du présent contrat. Les documents sont fournis sous forme électronique et papier.

5. Rémunération et conditions financières

5.1. Type de rémunération

☐ Contrat à prix fermes :

- ☐ Prix global (faisant l'objet d'une adaptation au renchérissement)
- ☐ Prix forfaitaire (ne faisant pas l'objet d'une adaptation au renchérissement)

☒ Contrat d'après le temps employé

☒ Avec les tarifs horaires ci-après (sans TVA) indiqués dans l'offre du mandataire (annexe D de la pièce 3.2 du dossier d'appel d'offres) :

Catégorie A	Architecte en chef / ingénieur en chef	CHF
Catégorie B	Arch. dirigeant / ing. dirigeant, dir. gén. de travaux	CHF
Catégorie C	Architecte / ingénieur / directeur de travaux	CHF
Catégorie D	Technicien du bâtiment, dessinateur-constructeur	CHF
Catégorie E	Dessinateur / conducteur auxiliaire des travaux	CHF
Catégorie F	Dessinateur, personnel auxiliaire	CHF
Catégorie G	Dessinateur, personnel auxiliaire	CHF
Catégorie ¾ G	Apprentis 3ème et 4ème années	CHF
Catégorie ½ G	Apprentis 1ère et 2ème années	CHF

CHF

☐ Avec le tarif horaire moyen de CHF / h (sans TVA), valable pour tout le personnel utilisé par le mandataire

☒ Avec plafond des coûts ☐ Sans plafond des coûts

5.2. Frais accessoires

Tous les frais accessoires, tels que les frais de reproduction des documents d'appel d'offres, de travail ou d'archivage (correspondance, procès-verbaux de réunion, rapports, analyses, plans et photos), frais de reprographie interne, photocopies, téléphone, téléfax, frais de port, infrastructure informatique, assurances, frais et temps de déplacement, frais de logement et de repas extérieur, de taxes ou primes directement liées à l'exécution du présent contrat sont rémunérés selon les conditions suivantes :

- ☐ Ces frais sont compris dans le montant du contrat
- ☒ Ces frais sont rémunérés à raison de 3% du montant du contrat
- ☐ Ces frais sont rémunérés selon les dépenses justifiées, estimées à CHF

Visa du mandataire

Visa du mandant

5.3. Montant du contrat

5.3.1. Montant des prestations de la tranche ferme – Etape A

Les prestations de la tranche ferme indiquées ci-dessous sont libérées à la signature du présent contrat.

Désignation des prestations	Montant hors TVA
1- Pilotage de la définition du projet	CHF
2- Coordination du projet du GAT	CHF
3- Pilotage du processus d'état des lieux (transfert d'ouvrage)	CHF
4- Accompagnement Maître d'ouvrage vision locale du chantier	CHF
5- Séances de relecture des projets d'exécution	CHF
6- Support au Maître d'ouvrage	CHF
7- Prestations complémentaires à la demande du mandant	CHF
Frais accessoires	CHF
Tranche ferme - Montant total net des prestations	CHF

Les prestations n°7 « Prestations complémentaires à la demande du mandant » feront l'objet d'une demande écrite du Maître d'ouvrage (description de la mission et du délai de réalisation), pour laquelle le mandataire remettra une offre. Seules les prestations confirmées par le Maître d'Ouvrage seront rémunérées.

5.3.2. Montant des prestations de la tranche optionnelle – Etape B

Les prestations de la tranche optionnelle indiquées ci-dessous, seront libérées par avenant au présent contrat.

A la signature du présent contrat, le type de rémunération de la tranche optionnelle est déterminé à l'article 5.1. Il pourra être revu au moment de la libération effective des prestations. La tranche optionnelle est soumise au renchérissement selon les conditions de l'article 5.7.

Le mandant se réserve le droit de renoncer à l'exécution de certaines prestations selon les besoins du projet et sans que le mandataire ne puisse revendiquer une indemnisation, un remboursement de frais ou un dédommagement.

Désignation des prestations	Montant hors TVA
1- Pilotage de la définition du projet	CHF
2- Pilotage du processus d'état des lieux (transfert d'ouvrage)	CHF
3- Accompagnement Maître d'ouvrage vision locale du chantier	CHF
4- Séances de relecture des projets d'exécution	CHF
5- Support au Maître d'ouvrage	CHF
Frais accessoires	CHF
Tranche optionnelle - Montant total net des prestations	CHF

Visa du mandataire

Visa du mandant



5.4. Taux de TVA

Le taux de TVA applicable est le taux de TVA en vigueur à la date d'exécution des prestations.

5.5. Escompte

Aucun escompte n'est appliqué au présent contrat. En cas d'escompte intégré dans l'offre du prestataire (pièce 3.1), celui-ci sera converti en rabais lors de la signature du présent contrat.

5.6. Rabais

En cas de rabais mentionné au chapitre 5.3, il vaut également pour les prestations supplémentaires, options de marché prévues au chapitre 7 du présent contrat.

5.7. Changement de prix

- ☒ Les prix indiqués à l'article 5.3 sont bloqués pour les prestations réalisées en 2021.
- ☒ Les prix indiqués à l'article 5.3 sont révisables annuellement sur la base du document de la KBOB en vigueur au moment de la signature du contrat « Recommandations relatives aux honoraires d'architectes et d'ingénieurs » (disponible sous www.kbob.ch), soit la méthode paramétrique SIA 126.

Les dates de référence sont les suivantes :

Date de révision (mise à jour du prix) chaque année, à partir de la date anniversaire de signature du contrat

Base de calcul (date du prix d'origine) date de signature du contrat

Le mandataire établit une facture annuelle des coûts de renchérissement. Il la communique au mandant durant le premier trimestre de l'année suivant les prestations, mais au plus tard le 30 mars. Passé ce délai, toute prétention financière du mandataire au titre du renchérissement sera considérée comme forclosée.

5.8. Facturation

5.8.1. Etablissement des factures

Le mandataire établit ses factures selon l'avancement du projet, avec une fréquence de trimestrielle, contre remise du décompte de prestations. Les factures préciseront les prestations réalisées et seront accompagnées de tous les détails et toutes les indications nécessaires au contrôle par le mandant.

Le mandataire établit un décompte horaire de ses prestations et le communique au mandant pour validation avec la facture.

5.8.2. Délais de paiement et de vérification

Chaque paiement aura lieu dans les 45 jours à compter de la réception de la facture par le mandant.

L'échéance des factures court dès leur réception à l'adresse indiquée, sous réserve d'objection et/ou de réclamation faite par le mandant.

Sont réservées les dispositions sur le décompte final selon le chiffre 9.5 des conditions générales pour prestations de mandataire, GIMAP édition 2008.

Les paiements sont effectués en francs suisses.

Visa du mandataire

Visa du mandant

5.8.3. Envoi de la facture

Le mandataire établit ses factures en un exemplaire, lesquelles doivent impérativement mentionner les références « CM // OTP WTL ». Il les communique par email à l'adresse : compta@t-l.ch.

Les factures doivent comporter les indications nécessaires pour la TVA ainsi qu'une description vérifiable des prestations.

Les factures sont libellées à l'adresse suivante :

Transports publics de la région lausannoise sa
Chemin du Closel 15
CH – 1020 Renens

Le mandataire indique sur ses factures le nom et l'adresse de l'établissement bancaire, un numéro de compte bancaire ou postal établi à son nom, sur lequel le mandant effectue les paiements.

Si les factures ne satisfont pas aux exigences, elles seront renvoyées pour correction.

6. Délais et termes

6.1. Livrables et délais

Les délais convenus entre les parties pour l'exécution du présent contrat sont détaillés dans l'annexe A1) Planning général du projet du mandant, et acceptés entre les parties à la signature du présent contrat.

6.2. Validations des prestations

Les prestations réalisées par le mandataire feront l'objet de validations formelles du mandant, au regard des prestations décrites au présent contrat.

Ces validations conditionneront les clôtures, tant administratives que financières, des différentes phases partielles et du présent contrat.

6.3. Devoir d'information

Le mandataire informe régulièrement le mandant de l'exécution de ses obligations et le prévient immédiatement, par écrit, de toute circonstance qui entraverait l'exécution du contrat et des conséquences que cela pourrait avoir sur le respect des délais.

Si le mandant doit reporter une phase du projet, il prendra contact avec le mandataire pour définir un nouveau planning, selon l'état d'avancement du projet.

En cas d'interruption de travail mineure et d'attente liée à l'exploitation, le mandataire ne peut en déduire aucune prétention.

6.4. Peines conventionnelles

Les parties conviennent d'appliquer les peines conventionnelles selon les conditions décrites ci-après.

6.4.1. Termes entraînant une peine conventionnelle

En cas de modification de personnes clés présentées par le mandataire pour l'étape A du projet dans son offre en pièce 3.2 durant l'exécution du présent mandat (sans demande du mandant), le mandataire est soumis à l'application de peines conventionnelles.

6.4.2. Calcul de la peine conventionnelle

Le mandataire doit au mandant la peine conventionnelle suivante à chaque modification de personne-clé (sans validation préalable du mandant) :

Visa du mandataire

Visa du mandant



☒ 10'000 CHF par modification.

La peine conventionnelle est due y compris si les prestations sont acceptées sans réserve.

Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas le mandataire de ses autres engagements. Elle est toutefois cumulable avec d'éventuels dommages-intérêts à verser.

Le mandant est en droit de déduire le montant de la peine conventionnelle due par le mandataire d'une facture de ce dernier.

7. Prestations supplémentaires et options de marché

7.1. Prestations supplémentaires

Pour tout travail supplémentaire, non prévu dans le « Cahier des charges techniques » (pièce 2), le mandataire doit établir un devis détaillé dont les prix unitaires sont fixés par analogie avec ceux du présent contrat. Ce devis détaillé doit parvenir au mandant avant le début des prestations concernées, accompagnée de l'analyse des prix et de l'offre des sous-traitants, le cas échéant.

Aucun travail supplémentaire ne sera rémunéré s'il n'a pas fait l'objet, préalablement à son exécution, d'un accord écrit entre les parties ; faute de quoi, le travail supplémentaire est considéré comme faisant partie des prestations normales du mandataire.

Le travail supplémentaire ainsi validé fera l'objet d'une formalisation par avenant au présent contrat.

Il n'est alloué au mandataire aucune indemnité pour les frais d'étude et d'établissement des devis détaillés.

7.2. Options de marché

Aucune option de marché ne sera rémunérée si elle n'a pas fait l'objet, préalablement à son exécution, d'un accord écrit entre les parties ; faute de quoi, celle-ci est considérée comme faisant partie des prestations normales du mandataire.

Les options de marché non confirmées lors de la signature du présent contrat, ne seront pas rémunérées si lesdites prestations n'ont pas fait l'objet, préalablement à leur exécution, d'une confirmation écrite du mandant, par la signature d'un avenant au présent contrat.

Le mandataire ne peut prétendre à aucune indemnité ou paiement de dépens auprès du mandant en cas de non attribution ou de mise en concurrence d'une option de marché ou de l'ensemble des options de marché.

7.3. Marchés complémentaires

Le mandant pourra négocier et attribuer des marchés complémentaires au mandataire en relation avec le présent contrat, ceci sans devoir repasser par des appels d'offres publics, en vertu de l'article 8, alinéa 1, lettres e), f) et h) du Règlement cantonal sur les marchés publics.

8. Rapports avec les sous-traitants du mandataire

8.1. Sous-traitance

La sous-traitance :

- ☐ n'est pas autorisée sauf cas particulier et avec l'accord préalable du mandant.
- ☒ est autorisée à hauteur de 30%. Les sous-traitants doivent être annoncés au plus vite et validés par le mandant préalablement à toute exécution. Les sous-traitants s'acquittent des mêmes obligations que le mandataire.

Visa du mandataire

Visa du mandant

La sous-traitance en cascade est interdite.

8.2. Prétentions des sous-traitants

En cas de difficultés de paiement du mandataire, de divergences graves entre ce dernier et l'un de ses sous-traitants, ou en présence d'autres justes motifs, le mandant peut demander au mandataire de lui communiquer dans les 10 jours calendaires toute preuve de paiement du sous-traitant concerné.

A défaut de paiement, le mandant peut payer directement le sous-traitant ou consigner le montant, avec effet libératoire dans les deux cas. Le montant payé ou consigné pourra être déduit d'une facture du mandataire, sans l'accord préalable de ce dernier.

9. Autres obligations des parties

9.1. Obligation de soin et de diligence

Le mandataire s'engage à exécuter les prestations conformément aux usages et règles de sa profession. En cas de difficultés, il s'engage à faire preuve de réactivité, notamment en termes de moyens humains, matériels et économiques.

En sa qualité de professionnel spécialiste du domaine, le mandataire donnera au mandant tout conseil et information utiles, et lui adressera toute mise en garde sur les risques de toute nature liés à l'exécution du présent contrat.

Tout conseil exprimé formellement par le mandataire devra faire l'objet d'une réponse écrite du mandant.

Si, pour des raisons impératives de coordination avec les services propres au mandant, le mandataire doit intervenir conjointement avec le mandant, les parties réaliseront le travail en commun, dans un esprit de partenariat. Elles gardent le pouvoir de surveillance et de direction de leur personnel respectif.

Le prestataire ne peut demander aucun dédommagement ou modification de planning lors de l'évolution d'une norme pendant la période de demande d'offres et la réalisation de la prestation. La prestation demandée devra répondre à la nouvelle norme en vigueur.

9.2. Habilitation

Le mandataire et, le cas échéant, ses sous-traitants, exécuteront la prestation à l'aide d'une équipe suffisante en nombre et en qualification. Il garantit au mandant que les personnes qui interviennent sur le projet sont dûment instruites et habilitées. La notion d'habilitation comprend également la formation, l'expérience, la pratique, ainsi que les aptitudes physiques et psychologiques.

Le mandataire est responsable des conséquences des erreurs ou des défaillances de son personnel aux biens et aux personnes dans les locaux du mandant. Il assure seul la surveillance et l'encadrement de ses collaborateurs. Les agents, préposés et collaborateurs employés par le mandataire restent placés sous son seul contrôle et sa seule direction et ne pourront en aucun cas être assimilés à des employés du mandant.

9.3. Mesures de sécurité et de protection

Les accès sur site sont réglementés par les procédures d'accès fournies par le mandant avant le début des prestations.

Le mandataire est responsable de l'élaboration des prescriptions de sécurité, d'assurer la sécurité des lieux et de son personnel selon les normes de la SUVA et les prescriptions et directives de la branche. En particulier, le mandataire observe toutes les prescriptions de sécurité à respecter sur les sites d'exécution du présent contrat (dépôt, atelier, etc...) et se conforme aux directives du mandant, mais également aux prescriptions légales et réglementaires en la matière. Ces directives comprennent entre

autres les procédures transmises sous forme papier ou électronique, les panneaux d'affichage sur sites, les consignes orales données par les interlocuteurs du mandant.

En tout temps, le mandataire doit s'assurer que les directives sont connues et bien comprises par son personnel et s'engage à les faire respecter strictement. Le mandataire prendra auprès de ses salariés toute disposition afin de s'assurer que ceux-ci auront connaissance et appliqueront les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur au sein des locaux du mandant, dans l'hypothèse où ils seraient amenés à se déplacer dans ces locaux, le mandant s'engageant à communiquer ces règles avant tout déplacement.

9.4. Confidentialité

Le mandataire s'engage à appliquer et à faire appliquer le secret professionnel sur les informations et les documents auxquels il ou des intervenants auraient accès pendant l'exécution du présent contrat. Il s'engage à ne les utiliser qu'aux seules fins de l'exécution du présent contrat. L'observation des devoirs légaux demeure réservée.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations qui sont ou deviennent publiquement disponibles sans que le(s) intervenant(s) ou le mandataire ait contrevenu à son obligation de confidentialité.

En cas de doute, les faits et données sont traités de manière confidentielle.

Le mandataire s'engage à détruire, sans frais supplémentaires, tous les éléments et documents propriétés du mandant, remis pour l'exécution du contrat et s'engage à n'en conserver aucune copie après la fin du contrat. Le plan de reprise des documents et des données doit être mis en place par le mandataire sous une forme convenue avec le mandant.

Le mandant autorise le mandataire à citer son nom parmi ses références, sous réserve d'obtention préalable de l'accord du mandant.

Le non-respect de ces exigences peut entraîner la rupture du contrat avec effet immédiat et le déclenchement d'une démarche de remboursement des dommages que cela entraîne pour le projet.

Si le mandataire viole ces engagements, il doit verser une peine conventionnelle au mandant. Le montant de cette peine s'élève à 5% du montant du contrat hors taxes indiqué à l'article 5.3 par infraction.

La présente obligation de confidentialité, ainsi que la peine conventionnelle la sanctionnant, s'appliquent dès la signature du présent contrat, pour toute sa durée. Au terme de l'exécution du présent contrat, elles demeurent applicables.

Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas de l'obligation de confidentialité.

9.5. Propriété intellectuelle

Le mandataire garantit que son offre et ses prestations ne portent pas atteinte à des droits de propriété intellectuelle de tiers.

Le mandataire donne toute garantie au mandant qu'il a acquis toutes les autorisations nécessaires lui permettant d'utiliser les éléments appartenant à des tiers dans le produit de son travail. Le cas échéant, le mandataire fournira au mandant, sur demande, copie des autorisations écrites des parties tierces.

Le mandataire accorde au mandant un droit d'utilisation des travaux pour son usage propre. Ce droit comprend notamment le droit de reproduire, copier, éditer, altérer, adapter, traduire, modifier ou distribuer le produit du travail sous n'importe quelle forme. Le mandataire accepte de signer à la demande et aux frais du mandant tous documents et autres instruments nécessaires pour prouver ou confirmer la présente cession.

Le mandataire ne revendiquera pas de droit sur le produit de son travail. Ce droit est illimité dans le temps, non-exclusif, gratuit et irrévocable. Tous les droits de propriété intellectuelle inhérent au projet

(étude, résultat, plan, logiciel, etc...) appartiennent au mandant. En cas de modifications apportées au projet, il est en outre habilité à réclamer au mandataire les copies des plans et les factures.

9.6. Devoir d'intégrité des parties

Les parties au présent contrat s'engagent à ne pas proposer – de manière directe ou indirecte – des avantages de quelque nature que ce soit à des tiers, à ne pas accepter des cadeaux pour elles-mêmes ou pour des tiers, à ne pas se procurer ou se faire promettre d'autres profits et bénéfices.

Si le mandataire viole cet engagement, il doit verser une peine conventionnelle au mandant. Le montant de cette peine s'élève à 5% du montant du contrat hors taxes indiqué à l'article 5.3 par infraction. Le mandataire prend note du fait que tout manquement au devoir d'intégrité entraîne l'annulation de l'adjudication ainsi que la résiliation anticipée du contrat pour juste motif.

9.7. Non sollicitation de personnel

Pendant toute la durée du présent contrat et pendant 12 mois après sa fin, chaque partie s'abstiendra – sauf accord préalable et écrit de l'autre partie -, de recruter, de tenter de recruter ou de prendre à son service, directement ou indirectement, un salarié de l'autre partie. De même elle s'abstiendra de participer à tout acte quel qu'il soit visant à ou ayant pour effet de débaucher, directement, un collaborateur de l'autre partie.

L'interdiction concerne les salariés ou collaborateurs qui sont ou étaient au service de l'autre partie pendant tout ou partie de la durée du contrat, ou pendant tout ou partie d'une période de 12 mois après sa fin.

En cas de manquement à cette obligation, la partie défaillante versera à l'autre partie une indemnité correspondant à 12 mois de salaire brut du salarié concerné.

9.8. Accords spéciaux

Les parties conviennent les accords spéciaux suivants :

-

10. Responsabilité

10.9. Responsabilité contractuelle

Dans le cadre de ce contrat le prestataire est responsable de la réussite de l'exécution de l'objet du contrat, sous réserve que le mandant ait rempli ses obligations.

Le mandant est responsable de la définition des objectifs, la définition du besoin, la validation des prestations ainsi que la mise à disposition des moyens et la coordination de ses équipes engagées dans les différentes activités du projet.

Toute action ou omission entraînant un manquement du mandataire, son agent ou ses représentants agréés ou sous-traitants à l'une de ses obligations aux termes du contrat, provoquant ou entraînant un dommage direct ou indirect pour le mandant fera l'objet d'une indemnisation de la part du mandataire défaillant en faveur du mandant contre toutes les actions, coûts, mises en demeure, dommages et intérêts et responsabilités qui en résultent.

10.10. Responsabilité civile

Dans les limites des dispositions légales impératives, chaque partie n'est responsable que des dommages directs ou indirects causés intentionnellement ou par négligence simple ou grave à l'autre partie par son propre fait ou par celui de ses auxiliaires et de ses sous-traitants éventuels.

Visa du mandataire

Visa du mandant

11. Force majeure

Les parties ne pourront être tenues pour responsables des manquements ou retards dans l'exécution de leurs obligations découlant du présent contrat, qui pourraient être dus à l'un des cas de force majeure communément retenus par la jurisprudence suisse.

Sont considérés comme cas de force majeure tous les faits ou circonstances irrésistibles, extérieurs aux parties, imprévisibles, inévitables, indépendants de la volonté des parties et qui ne pourraient être empêchés par ces derniers, malgré tous les efforts raisonnablement possibles

Il en sera de même en cas d'application de toute prescription ou restriction légale ou réglementation nouvelle.

Dans l'hypothèse de la survenance d'un événement de force majeure qui affecterait l'exécution du contrat, la partie affectée devra immédiatement adresser une notification de cet événement à l'autre partie mais dans un délai maximal de trois (3) jours à compter de la connaissance de la survenance dudit événement.

Dans ce cas, les parties devront rapidement se concerter et feront leurs meilleurs efforts afin de réduire les effets de la force majeure.

Si l'une des parties est, pour l'une des causes précitées, empêchée ou entravée dans l'exécution des obligations découlant du contrat, pendant une période continue d'un (1) mois, chacune des parties sera en droit de résilier le contrat en adressant une notification de résiliation à l'autre partie sous réserve du respect d'un préavis de dix (10) jours.

12. Assurances

Dans le cadre du projet tramway t1, les tl ont conclu un contrat spécifique d'assurance couvrant l'ensemble des partenaires (Maître d'ouvrage, Direction(s) des Travaux, mandataires et entreprises adjudicataires) tant en responsabilité civile qu'en Travaux de Construction (hors engins et machines de construction) / Montage. Le Maître d'ouvrage prend à sa charge les primes relatives à cette assurance « globale chantier » et ne les refacture pas aux mandataires et entreprises participants.

En cas de sinistre éventuel, les franchises sont prises en charge par les partenaires responsables, tandis que les dommages éventuellement non couverts sont supportés par les parties impliquées dans l'événement. Les franchises s'élèvent à CHF 5'000.00 par cas, sauf pour les dommages matériels en responsabilité civile (CHF 2'000.00 par cas).

La participation obligatoire à un tel contrat spécifique ne décharge en rien le mandataire de sa responsabilité légale, contractuelle ou issue des normes diverses, envers le Maître de l'Ouvrage ou tout autre tiers.

De plus, chaque bureau participant est responsable de clarifier avec son/ses assureur/s de pouvoir exclure l'activité de ce chantier de son programme d'assurance.

13. Protection des travailleurs, conditions de travail et de salaire, égalité de traitement entre hommes et femmes selon l'article 6 du RLMP-VD en vigueur au 1^{er} février 2014

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs et aux conditions de travail et de salaire, ainsi que l'égalité de traitement entre hommes et femmes. Les conditions de travail et de salaire sont celles fixées par les conventions collectives et les contrats-types de travail ; en leur absence, ce sont les prescriptions usuelles de la branche professionnelle qui s'appliquent.

Le mandataire déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions prévues par les conventions collectives de travail étendues et les contrats-types de travail.

Pour les prestations exécutées à l'étranger, le mandataire s'engage à observer au minimum les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail mentionnées à l'annexe 2 du Règlement du 7 juillet 2004 d'application de la Loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics (RSV 726.01.1; RLMP-VD).

Si le mandataire fait appel à des tiers, notamment à des sous-traitants, pour l'exécution du contrat, il s'assure que ceux-ci respectent toutes les obligations mentionnées aux paragraphes qui précèdent, en les surveillant et en organisant des contrôles à cet effet. Le mandataire oblige par contrat ses sous-traitants à respecter les obligations susmentionnées.

Sur demande, le mandataire doit prouver que lui et ses sous-traitants respectent les dispositions relatives à la protection des travailleurs et aux conditions de travail et de salaire, et que leurs cotisations aux institutions sociales et leurs impôts ont été payés.

Pour chaque violation par le mandataire ou par l'un de ses sous-traitants de l'une des obligations mentionnées aux paragraphes qui précèdent, le mandataire doit payer au mandant une peine conventionnelle s'élevant à 5% du montant du contrat hors taxes indiqué à l'article 5.3 du présent contrat.

En cas de récidive, le mandant a la faculté de majorer le montant de la peine conventionnelle de 25%.

14. Durée du contrat

14.1. Entrée en vigueur et durée du contrat

Le contrat entre en vigueur dès sa signature par les parties. Il est conclu pour une durée de 54 mois à compter de son entrée en vigueur, en conformité avec la durée du projet. Cette durée pourra être prolongée selon le planning du projet.

14.2. Reconduction du contrat

Le présent contrat n'est pas reconductible.

15. Résiliation du contrat

15.1. Interruption après mise en demeure

En cas de retard de plus de 20 jours ouvrables après la ou les date(s) de livraison(s) convenu(s), et après vaine mise en demeure écrite donnant au mandataire un délai raisonnable pour s'exécuter, et si la prestation attendue n'est toujours pas réceptionnée, le contrat pourra être dénoncé et les éventuels acomptes que le mandant aura versé au mandataire lui seront remboursés dans leur intégralité.

Les pénalités sont à payer en sus par le mandataire ainsi que les divers frais relatifs à l'annulation de l'adjudication.

En cas de résiliation partielle du contrat, le mandant se réserve le droit de faire appel à un nouveau mandataire pour exécuter la partie du marché retiré. En cas de surplus financier par rapport aux prix du présent contrat pour le marché retiré, celui-ci sera à la charge du mandataire.

15.2. Résiliation anticipée

Si, pour des motifs indépendants de sa volonté ou en cas d'interruption de projet, le mandant doit résilier tout ou partie du contrat, il dédommagera alors entièrement le mandataire et les frais engagés jusqu'à la date de résiliation ; ces derniers devront faire l'objet d'une négociation.

La résiliation est notifiée au mandataire par recommandé.

15.3. Résiliation pour violation du contrat

Le mandant peut résilier sans préjudice pour d'autres droits et prétentions tout ou partie du marché si le mandataire et, le cas échéant, ses sous-traitants, violent leurs obligations contractuelles et si, dans un délai raisonnable et après avoir reçu une sommation écrite, ils n'ont pas remédié à la situation.

Les montants dus pour les prestations dûment effectuées au jour de la résiliation avec le mandataire seront réglés après déduction des pénalités dues.

En cas de résiliation partielle du contrat, le mandant se réserve le droit de faire appel à un nouveau mandataire pour exécuter la partie du marché retirée. En cas de surplus financier par rapport aux prix du présent contrat pour le marché retiré, celui-ci sera à la charge du mandataire.

15.4. Résiliation pour insolvabilité

Le mandant peut, à tout moment, résilier le contrat par simple notification au mandataire, si celui-ci est en faillite ou devient insolvable. La résiliation se fera sans indemnisation à l'égard du mandataire et sous réserve du droit du mandant à des dommages et intérêts.

16. Validité du contrat

16.1. Interprétation et nullité

En cas de difficulté d'interprétation entre l'intitulé et le titre figurant en tête d'un article du présent contrat et le contenu dudit article, seul le contenu de l'article devra être pris en compte.

Si l'une des dispositions du présent contrat s'avère nulle, les autres dispositions restent valables et continuent à lier les parties, à moins qu'il puisse être déduit des circonstances que les parties n'auraient pas conclu le contrat en l'absence de la disposition qui s'est avérée nulle. Une disposition invalide sera remplacée par une disposition juridiquement valable – dont le contenu – du point de vue économique – se rapprochera le plus possible de celui de la disposition invalidée.

Le fait pour les parties de ne pas avoir exigé le respect de l'une ou l'autre disposition du contrat et de ses annexes ne pourra pas être interprété comme une renonciation à cette disposition.

Tout défaut ou retard dans l'exercice d'un droit par l'une ou l'autre des parties ne pourra être interprété comme une renonciation à ce droit.

Les dispositions du présent contrat sont exclusives de toutes autres et il n'existe pas d'arrangements, accords, interprétations ou garanties qui n'y soient spécifiés.

16.2. Forme du contrat

Les modifications apportées au présent contrat ne sont valables que sous la forme écrite et moyennant signature des représentants dûment habilités des parties.

A l'exception des signatures et des visas, les modifications et les ajouts manuscrits apportés au contrat ne sont pas pris en considération. C'est donc la version originale qui fait foi.

17. Cessions

17.1. Cession de factures

Les factures sont incessibles.

17.2. Cession du contrat

Le mandataire ne peut transférer le présent contrat, ou céder certains droits ou obligations qui en résultent partiellement ou totalement, qu'avec l'accord écrit et préalable du mandant.

Visa du mandataire

Visa du mandant



17.3. Cession de la société du mandataire

Les droits et obligations découlant du présent contrat ne peuvent être transmis partiellement ou dans leur totalité à un tiers qu'avec l'accord écrit et préalable du mandant. L'accord au changement de mandataire ne peut être refusé si le nouveau mandataire est étroitement lié économiquement au mandataire sortant et si le nouveau mandataire est en mesure de respecter l'ensemble des termes du présent contrat.

Si le mandant et le mandataire ne parviennent pas à un accord, le mandataire sortant cède au nouveau mandataire à titre gratuit, tout document technique, dans le cadre du présent contrat.

Ces dispositions sont applicables en cas de cession, fusion et liquidation de la société du mandataire.

18. Droit applicable et for

En cas de litiges, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable par des entretiens directs. Elles peuvent éventuellement faire appel à un médiateur indépendant et compétent chargé de les concilier. Si aucune solution à l'amiable n'est trouvée, les tribunaux du siège social du mandant sont exclusivement compétents.

Le droit suisse exclusivement s'applique au présent contrat. Les dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, conclue à Vienne le 11 avril 1980, ne sont pas applicables.

19. Nombre d'exemplaires

Le présent contrat est établi en 2 exemplaires, chacun dûment signé par les parties. Le mandataire et le mandant en ont chacun un exemplaire.

Visa du mandataire

Visa du mandant



20. Signatures

Pour le mandant

Renens, le

Transports publics de la
région lausannoise sa

Responsable

Valérie Bourquard
Responsable Finances et Achats

Pour le mandataire

_____, le _____

Raison sociale mandataire

Prénom Nom
Fonction

Prénom Nom
Fonction